



COMMUNE DE LAMBESC

REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

Effectif du Conseil Municipal	29
Conseillers en exercice	29
Qui ont pris part à la délibération	29

SEANCE DU  
10 DECEMBRE 2025

Le dix décembre deux mille vingt cinq, à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de LAMBESC a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Bernard RAMOND, et à la suite de la convocation faite par Monsieur le Maire le quatre décembre deux mille vingt cinq et ce conformément aux articles L 2121-10, L 2121-12, L 2121-17 et L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**PRESENTS :** Bernard RAMOND, Claire BLANC, Jean-Jacques DECORDE, Martine CHABERT, Hubert BACHELARD, Fabienne RAMOND, Jacques GAÏOLI, Dominique PELLEGRIN, Alain ARIA, Joëlle BENAZET, Bruno BRETON, Violette ROMERA, Jocelyne PASTOR, Yvon CASTINEL, Hervé SUGNER, Karen LECLUSE, Anne-Laure JOLY, Jean-Michel CARRETERO, Valérie FARGIER, Philippe BERNARD, Magalie TRAMIER, Guy GARCIN, Dominique MEYER

**REPRESENTES :** Bernard MAYER à Jacques GAÏOLI, Diana PELLETIER à Claire BLANC, Sylvie PORRY à Martine CHABERT, Corinne ARCHAMBAULT à Dominique MEYER, François BERGA à Jean-Michel CARRETERO, Hélène ALLIETTA à Valérie FARGIER

**SECRETAIRE DE SEANCE :** Anne-Laure JOLY

DELIBERATION N° 2025-128	<b>Enfance Jeunesse</b>  Avenant à la convention relative à la participation communale aux dépenses de fonctionnement de l'école privée Jeanne d'Arc
-----------------------------	--

VU les articles L.442-5 et suivants et R.442-44 à R.442-51 relatifs aux dépenses de fonctionnement des classes sous contrat d'association ;

VU le contrat d'association conclu le 24 mars 1987 entre l'Etat et l'école Privée Jeanne d'Arc ;

VU la délibération n°2022-124 du 07 décembre 2022 portant convention de participation communale avec l'Ecole Privée Jeanne d'Arc ;

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que par délibération du 07 décembre 2022, la commune a signé avec l'OGEC Jeanne d'Arc une convention fixant les modalités de calcul de la participation communale aux dépenses de fonctionnement des classes sous contrat d'association pour la période scolaire **2022-2023 à 2026-2027**.

Cette convention repose sur le **coût de l'élève déterminé à partir du compte administratif 2011**, actualisé chaque année selon les **révisions indiciaires de la fonction publique**.

À la demande de la direction de l'établissement en date du **15 juillet 2024**, l'école a sollicité une **révision du montant du forfait communal**. Elle a fait valoir que le calcul initial, bien qu'actualisé par les indices de rémunération, ne tenait pas compte de l'évolution de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** sur la période 2012-2024. Le montant théorique par élève, recalculé selon cette évolution, s'élève à **878,95 €**, contre **820,79 €** précédemment versés.

Soucieuse d'assurer une **équité de traitement** entre les élèves des écoles publiques et privées sous contrat et de maintenir une **relation partenariale équilibrée**, la commune a décidé de **donner une suite favorable** à cette demande.

Le présent avenant a pour objet d'**actualiser le mode de calcul de la participation communale** en intégrant la réévaluation de l'IPC depuis 2012.

**Après en avoir délibéré  
LE CONSEIL MUNICIPAL**


- **APPROUVE** l'avenant à la convention portant participation communale avec l'école privée Jeanne d'Arc sous contrat d'association avec l'Etat, tel qu'annexé à la présente délibération
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer cet avenant
- **PRECISE** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou de sa publication. Le requérant peut former son recours soit par voie postale au greffe de la juridiction, soit par voie électronique, par le biais de l'application « Télerecours citoyen » accessible depuis le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce délai, il peut être présenté un recours administratif auprès de la commune, prorogeant le délai de recours contentieux

**La présente délibération est adoptée à l'unanimité**

**Délibéré à Lambesc les jour, mois et an que dessus.**

**La Secrétaire de Séance**

**Anne-Laure JOLY**



**Le Maire de Lambesc,**

**Bernard RAMOND**

